

Titre : Utilisation des méthodes contraceptives et pratiques des avortements clandestins en milieu rural au Bénin

Introduction

L'avortement est une méthode ancienne de régulation de la fécondité qui existait et était utilisé bien avant l'apparition des méthodes de contraception. Il se pratique dans tous les pays, mais les avortements à risque (unsafe abortion), c'est-à-dire faits dans des conditions d'hygiène et de sécurité insuffisantes, surviennent essentiellement dans les pays en développement.

On estime que 99% des avortements sont faits illégalement en Afrique pour 95% en Amérique Latine et 37% en Asie. Cette illégalité a pour effets des pratiques clandestines, effectuées dans un environnement sanitaire inadéquat et par des personnes peu ou pas qualifiées et dont les conséquences de l'acte posent un véritable problème de santé publique. Le recours à l'avortement reflète l'importance des grossesses non prévues. L'Institut Guttmacher estime que dans les pays en développement, parmi les 182 millions de grossesses qui surviennent chaque année, 36% ne sont pas prévues et environ 20% se terminent par un avortement. Cette situation contraste avec la recrudescence de l'utilisation des produits contraceptifs par les femmes en âge de procréer. Cette source affirme aussi pour le Bénin, une prévalence de 1,5 interruption de grossesse pour mille accouchements et de 11,4 régulations des naissances exprimées par l'utilisation des contraceptifs pour 1 000 femmes en âge de procréer, avec des fréquences qui varient dans le temps et d'un département sanitaire à un autre.

Dans l'arrondissement de Tchaourou, dans une commune rurale du nord est du Bénin, ce fléau n'est pas inconnu des populations, des plus jeunes aux plus âgés, on en parle assez souvent. L'équipe sanitaire en charge de cet arrondissement s'est donc posée la question de savoir quels sont les facteurs sociaux et environnementaux des pratiques des avortements clandestins en milieu rural au Bénin ? La présente étude se fixe comme objectifs de déterminer (i) la prévalence des grossesses non désirées notamment dans les établissements scolaires, (ii) l'incidence des avortements clandestins en milieu rural et (iii) d'identifier les principales pratiques et les facteurs favorisant les avortements clandestins.

Méthodologie

La méthodologie se base sur une approche quantitative à partir des statistiques sanitaires des structures de santé et une approche qualitative développée pour analyser les croyances et les pratiques liées à l'avortement. L'étude s'est déroulée du 15 août au 15 septembre 2008. Elle a

eu pour cadre l'arrondissement de Tchaourou qui est l'un des sept arrondissements que compte la commune de Tchaourou. Cet arrondissement compte six villages pour une population estimée à 25 874 habitants dont 5 625 femmes âgées de 15 à 49 ans et 1 420 grossesses attendues pour la période.

Résultats

Fréquence

Les services statistiques ont rapportés 209 cas d'avortements représentant 14,7% des grossesses attendues et 3,7% des femmes en âge de procréer. Il faut signaler que ces chiffres sont largement en dessous de la réalité car beaucoup d'autres cas ont été signalé au niveau communautaire sans être documenté au niveau du système de santé.

Coût de la prise en charge

24% des cas d'avortement ont nécessité une prise en charge urgente et ont coûté en moyenne, pour chaque cas, 25.316 Francs CFA soit 38 euros. Le coût de cette prise en charge correspond à environ 88% du salaire minimum béninois qui s'élève à 28.750 FCFA en cette période. Le coût moyen de prise en charge ne couvre que les coûts directs et ne prend pas en compte les charges indirectes créées, ni les conséquences tant psychologiques qu'organiques.

Pratiques des avortements clandestins

Plusieurs pratiques clandestines ont été répertoriées. Dans certains cas, ces avortements se pratiquent par du personnel de santé qualifié ou non. Les populations ont rapporté, sans les dénoncer nommément, qu'il s'agit des infirmiers ou des aides soignants qui se livrent par moment à cette besogne. D'autres femmes, pour des raisons économiques, préfèrent recourir à des moyens « de bord » dont les principaux répertoriés sont :

- L'usage du permanganate ou d'un mélange malaxé et séché au soleil composé de contenu de piles, d'antimoine, d'une certaine feuille appelée « simoba » et de beurre de karité. Nombreuses sont les femmes qui ont confié à nos enquêteurs que des comprimés de KMNO₄ introduites dans le vagin peuvent déclencher les contractions

utérines et entraîner un avortement, ou à défaut, un mélange malaxé. Ce recours au KMNO₄ serait très connu dans la population et a été cité par la majorité des femmes ;

- Aussi, on retrouve des pratiques faisant recours à des breuvages divers, soit la prise de comprimés pharmaceutiques (antipyrétiques souvent de type aspirine ou des antipaludiques notamment la quinine), écrasés et mélangés avec la bière ou de la potasse et mélangée avec du citron et du sel de cuisine ;
- Elles ont également recours à l'ingestion d'une tisane à base d'un légume local du nom de Kpalaï, dans laquelle elles ajoutent des comprimés d'ampicilline et de quinine
- Certaines femmes ont confié qu'une des stratégies des auteurs des grossesses (hommes) pour tenter d'expulser l'embryon est le recours aux rapports sexuels brutaux et traumatisants.

Facteurs influençant l'incidence des grossesses non désirées et des avortements clandestins

Selon les personnes interrogées, les principales raisons de l'augmentation des grossesses non désirées seraient la faible adhésion des couples aux méthodes contraceptives. Plusieurs raisons ont été évoquées par les sujets interrogés par rapport à non utilisation des préservatifs. Certains pensent que le préservatif est une expression de non confiance entre partenaires et est une façon d'encourager la prostitution. « ... *il s'agit d'ailleurs d'une invention du blanc pour décourager la croissance démographique ...* ». Pour ces enquêtés, ne pas utiliser le préservatif pourra être une façon de contraindre les jeunes à être plus fidèles. Par contre d'autres femmes estiment que le lubrifiant des préservatifs est cause de maladies. Certaines femmes avouent sans complaisance que la non utilisation est due au refus des partenaires.

Conclusion

Cette étude a permis de révéler qu'il existe encore beaucoup de préjugés par rapport à l'utilisation du préservatif, situation qui ne favorise guère la prévention des IST et des grossesses non désirées

Il urge de revoir les stratégies de communication pour pouvoir mettre également en avant la prévention des grossesses non désirées par les méthodes contraceptives. La mise en place des services orientés vers les jeunes et qui garantit toute la confidentialité en matière de conseils dans le domaine de la sexualité, nous paraît une stratégie qui contribuera à mieux informer les adolescent(e)s sur la gestion de leur sexualité